

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST****COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2009 — 1927

[C - 2009/31280]

**30 AVRIL 2009. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications**

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service Francophone des Métiers et des Qualifications.

**Art. 2.** Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

**Accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « S.F.M.Q. »**

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup> inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Considérant par ailleurs le Contrat pour l'école tel qu'il a été approuvé par le Gouvernement de la Communauté française le 31 mai 2005, et en particulier sa priorité 4 : "Choisir et apprendre un métier à l'école";

Considérant en outre le Plan Stratégique Transversal II "Développer les connaissances et les savoir-faire en Wallonie", et en particulier son impulsion 7 "Valoriser une approche métiers : des formations en lien avec le marché du travail";

Considérant la dynamique induite par la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi telle qu'adoptée par le Conseil européen en mars 2005.

Considérant la mise en œuvre du Cadre national des Certifications professionnelles (CNCP) et la mise en œuvre du système de Crédits d'apprentissage européen pour la Formation et l'enseignement professionnel (ECVET) qui en découle;

Considérant la nécessité de renforcer les liens entre le monde du travail et les professionnels de la Formation et de l'Enseignement qualifiants en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale;

Considérant que le métier doit rester la référence afin d'offrir à l'élève et à l'apprenant un cursus scolaire et un parcours de formation qualifiants le plus complet possible;

Considérant la volonté de doter l'Enseignement qualifiant, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale, la Formation et le Consortium de validation des compétences d'un langage commun et de références communes;

Considérant qu'il est fondamental de faciliter pour le citoyen l'apprentissage tout au long de la vie en garantissant davantage de lisibilité et de cohérence au parcours de formation tant en Belgique francophone qu'en Europe;

Considérant que les acteurs de l'Enseignement qualifiant, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale, les opérateurs de Formation et le Consortium de Validation des compétences pourront garantir une prise en compte des acquis de l'apprenant et lui donner la possibilité de poursuivre son parcours de formation sans rupture tant en Belgique francophone qu'en Europe;

Que ces références communes permettront aux acteurs de l'Enseignement qualifiant, y compris l'Enseignement de Promotion sociale, de la Formation et du Consortium de validation des compétences, de développer des programmes d'enseignement et de formation ainsi que des référentiels de validation de compétences adaptés à leurs missions, structures et moyens propres;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, en la personne de son Ministre de l'Enseignement obligatoire, M. Christian Dupont et en la personne de son Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale, M. Marc Tarabella;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président M. Rudy Demotte et en la personne de son Ministre de la Formation, M. Marc Tarabella;

et

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de son Ministre-Président, chargé de la Fonction publique et de la Santé, M. Benoît Cerexhe et de sa Ministre, Membre du Collège, chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire, Mme Françoise Dupuis;

Ci-après dénommées les parties à l'accord ont convenu de ce qui suit :

#### CHAPITRE I. — *Définition et champ d'application*

**Art. 3.** Les acteurs de l'Enseignement qualifiant, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Formation qualifiante et du Consortium de Validation des compétences utilisent un langage commun dont les notions fondamentales qui déterminent leurs activités sont définies comme suit :

- 1° "Métier" : un ensemble cohérent d'activités professionnelles réalisées par une personne dans le cadre d'un processus productif;
- 2° "Profil métier" : le profil métier se compose d'un référentiel métier et d'un référentiel de compétences;
- 3° "Référentiel Métier" : la définition de l'intitulé du métier et de ses appellations synonymes, de la position du métier par rapport aux métiers proches et à la déclinaison de leurs fonctions et conditions d'exercices;
- 4° "Référentiel de compétences" : le référentiel qui comprend les aptitudes à mettre en œuvre un ensemble organisé de savoirs, de savoir-faire et d'attitudes permettant d'accomplir un certain nombre de tâches;
- 5° "Profil de formation" : le profil composé des unités d'acquis d'apprentissage associées aux activités clés métier et qui est composé également d'un profil d'évaluation, d'un indice d'appréciation temporelle et d'un profil d'équipement;
- 6° "Acquis d'apprentissage" : l'énoncé de ce que l'apprenant sait, comprend et est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage;
- 7° "Unité d'acquis d'apprentissage" : l'ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage qui peut être évalué ou validé;
- 8° "Activités clés" : les activités indispensables pour remplir les missions qui sont confiées au travailleur dans le cadre de sa fonction;
- 9° "Profil d'évaluation" : le profil qui détermine des seuils de maîtrise minimums exigés en vue de la délivrance d'une attestation de compétence ou en vue de servir de référence à l'élaboration des épreuves certificatives destinées à l'enseignement en ce compris l'Enseignement de promotion sociale;
- 10° "Indice d'appréciation temporelle" : l'indice qui détermine pour chaque activité clé la durée optimale d'acquisition des unités de compétences qui y sont associées. Il peut varier d'un opérateur à l'autre. Il est exprimé selon les cas en périodes, heures, mois, années, phases ou degrés;
- 11° "Profil d'équipement" : le profil qui détermine l'équipement et l'infrastructure suffisant à la mise en œuvre du profil de formation dans une perspective de formation et d'enseignement. L'équipement peut être localisé soit dans l'école soit chez un partenaire et, notamment, dans un Centre de compétence, un Centre de référence, un Centre de technologies avancées, une entreprise;
- 12° "Attestation de compétences" : le document reconnaissant la maîtrise des unités de compétence liées à une activité clé du métier;
- 13° "Programme d'enseignement" : le document reprenant un ensemble d'activités, de contenus de formation et d'orientations méthodologiques mis en œuvre pour réaliser les objectifs pédagogiques définis en termes d'acquisition de connaissances, d'aptitudes, de capacités ou de compétences.

Pour l'Enseignement de Promotion sociale, le dossier pédagogique de la section tient lieu de programme d'enseignement. Ce dossier reprend notamment les finalités, les contenus, les recommandations en matière de modalités de capitalisation des attestations de réussite des unités de formation constitutives;

- 14° "Référentiel de formation" : le document reprenant un ensemble d'activités, de contenus de formation et/ou de méthodes mis en œuvre pour réaliser les objectifs de formation définis préalablement en termes d'acquisition de savoirs, d'aptitudes et de compétences. Les activités, contenus et méthodes sont organisés dans un ordre logique et sur une période déterminée. Les référentiels de formation doivent prendre appui sur les profils de formation.

Les référentiels de formation des formations à l'apprentissage de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises et du Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises se réfèrent aux activités clés listées dans le profil de formation.

#### CHAPITRE II. — *Le Service francophone des Métiers et des Qualifications*

**Art. 4.** Il est institué, par les Gouvernements, un Service francophone des Métiers et des Qualifications chargé d'organiser la production des Profils métiers et des Profils de formation, ci-après dénommé le "Service". Celui-ci dispose, d'au-moins :

- 1° six personnes chargées de mission de l'Enseignement, en ce compris de l'Enseignement de Promotion sociale;
- 2° quatre experts méthodologistes;
- 3° deux représentants de la Formation issus des Institutions publiques wallonnes ou de la COCOF.

Les représentants de l'Enseignement, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Formation au sein des groupes projets sont désignés par les instances dont ils relèvent, conformément aux dispositions qui règlent leurs statuts. Le Conseil général de concertation de l'Enseignement et la Commission de concertation de l'Enseignement de Promotion sociale veillent à garantir l'équilibre par caractère au sein de la représentation de l'Enseignement.

**Art. 5.** Le Service se présentera sous la forme d'un Service à gestion séparée (sans personnalité juridique) situé auprès de la Communauté française avec possibilité de recettes provenant d'un autre niveau de pouvoir. Son siège central est situé à Bruxelles.

**Art. 6.** Le Service est constitué d'une Cellule exécutive et de trois Chambres permanentes : une Chambre des Métiers, une Chambre Enseignement – Formation, une Chambre de Concertation et d'Agrément.

**Art. 7.** La cellule exécutive en accord avec les Chambres des Métiers et la Chambre Enseignement – Formation réunit les Commissions de référentiels ad hoc chargées de réaliser les profils métier ou les profils de formation.

**Art. 8.** Chacune des parties à l'accord désigne un commissaire afin qu'il exerce ses missions d'information et de contrôle de la légalité et de l'intérêt général au sein du Service.

### CHAPITRE III. — *La Chambre des Métiers*

**Art. 9.** Il est créé une Chambre des Métiers du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Chambre des Métiers".

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Missions et composition de la Chambre des Métiers*

**Art. 10.** La Chambre des Métiers se compose de :

- 1° huit membres effectifs et d'autant de suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;
- 2° huit membres effectifs et d'autant de suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;
- 3° deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les Services publics de l'emploi.

Les représentants des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs visés au 1° et 2° ont voix délibérative.

Parmi ces membres, deux membres au moins sont issus des organisations bruxelloises représentatives des travailleurs et deux membres au moins sont issus des organisations bruxelloises représentatives des employeurs.

Les membres représentant les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs visés au 1° et 2°, sont nommés par les Gouvernements sur liste double de candidats présentée par leurs organisations.

Les membres représentant les Services publics de l'emploi visés au 3°, ont voix délibératives. Ils sont nommés par les Gouvernements et le Collège sur proposition de leur mandant.

**Art. 11.** La Chambre des Métiers est chargée de construire et d'actualiser les profils métiers et l'arborescence des métiers.

Les missions de la Chambre des Métiers sont :

- 1° arrêter la liste des métiers qui fera l'objet des travaux de la Chambre des Métiers et de la Chambre Enseignement – Formation, sur la base de propositions émanant des recommandations des Ministres en charge de la Formation, de l'Enseignement et de l'Emploi, des propositions des Services publics de l'Emploi, des représentants sectoriels, de l'Enseignement, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale, de la Formation et de la Chambre Enseignement-Formation. Ces recommandations prendront, en outre, en compte : la situation du marché du travail, les métiers dits "émergents", le volume des personnes concernées par les formations organisées;
- 2° communiquer la liste des métiers aux parties à l'accord en l'intégrant dans la note d'orientation stratégique;
- 3° actualiser et construire des profils métiers dans le respect du cadre méthodologique approuvé par la Chambre de Concertation et d'Agrément;
- 4° organiser une veille sur les dispositions fédérales en matière d'accès à la profession et en informer les Gouvernements.

#### *Section 2. — De la présidence de la Chambre des métiers*

**Art. 12.** La Chambre des Métiers désigne, en son sein, un Président et un Vice-Président parmi ses membres. La présidence est assurée en alternance par un représentant des organisations représentatives des travailleurs, la première moitié du mandat, et par un représentant des organisations représentatives des employeurs, la seconde moitié du mandat. Le mandat du Président et du Vice-Président est de cinq ans.

**Art. 13.** Le Président et le Vice-Président outre la présidence, sont chargés, en concertation avec le Directeur exécutif de la cellule exécutive, de désigner les représentants du ou des secteurs, sur proposition des organisations, concernés par l'élaboration du Profil métier.

Ces représentants composeront les commissions de référentiels métiers chargées de travailler à l'élaboration du profil métiers en collaboration avec les groupes projets de la Cellule exécutive.

CHAPITRE IV. — *La Chambre Enseignement-Formation*

**Art. 14.** Il est créé une Chambre Enseignement-Formation du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Chambre Enseignement-Formation".

*Section 1<sup>re</sup>. — Missions et composition de la Chambre Enseignement-Formation*

**Art. 15.** La Chambre Enseignement-Formation se compose de :

- 1° deux représentants de chacun des comités de concertation du Conseil général de coordination de l'enseignement secondaire;
- 2° un représentant de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;
- 3° un représentant de la Commission de Pilotage;
- 4° trois représentants de la Commission de Concertation de l'enseignement de Promotion sociale dont un représentant de l'enseignement libre non-confessionnel;
- 5° deux représentants du conseil général de l'Enseignement spécialisé (un par caractère).
- 6° deux représentants de l'I.F.A.P.M.E.;
- 7° un représentant du S.F.P.M.E.;
- 8° deux représentants du FOREm, représenté par son entité FOREm Formation;
- 9° un représentant de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation Professionnelle, ci-après nommé Bruxelles Formation;
- 10° un représentant du secteur de la préqualification représenté par l'Interfédération des entreprises de formation par le travail ou des organismes d'insertion socioprofessionnelle;
- 11° un représentant des organismes d'insertion socioprofessionnelle agréés par la Commission communautaire française représentés par la Fédération Bruxelloise des organismes d'Insertion socioprofessionnelle.

Les membres visés aux 1°, 4° à 11° ont voix délibératives; les membres visés 2° et 3° ont voix consultatives. Ces membres, ainsi que leurs suppléants, sont nommés conjointement par les Gouvernements et le Collège, sur proposition de leurs instances. Chacune de celles-ci peut, d'initiative, proposer aux parties à l'accord le remplacement d'un membre qu'elle a initialement présenté. Celui-ci en est dûment informé. Dans l'attente de la décision des parties à l'accord, le suppléant de ce membre siège de plein droit à la Chambre Enseignement-Formation.

Les missions de la Chambre Enseignement-Formation sont :

- 1° actualiser et construire des profils de formation dans le respect du cadre méthodologique approuvé par la Chambre de Concertation et d'Agrément;
- 2° proposer à la Chambre des Métiers une liste des métiers qui pourraient faire l'objet de ses travaux.

*Section 2. — De la Présidence et de la Vice-Présidence de la Chambre Enseignement-Formation*

**Art. 16.** La Chambre Enseignement-Formation désigne en son sein un Président et un Vice-Président. La Présidence et la Vice-présidence sont assurées en alternance par un représentant de l'Enseignement visé aux points 1, 4° et 5° de l'article 13, la première moitié du mandat, et un représentant de la Formation visé aux points 6° à 9° de l'article 13, la seconde moitié du mandat. Les mandats du Président et du Vice-Président sont de cinq ans.

**Art. 17.** Le Président et le Vice-Président, outre les missions liées à la présidence, désigneront, en concertation avec le Directeur exécutif de la cellule exécutive, les représentants de l'Enseignement, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale, et de la Formation concernés par l'élaboration du profil de formation.

Ces représentants composeront les Commissions de référentiels formation chargées de travailler à l'élaboration du profil formation en collaboration avec les groupes projets de la Cellule exécutive.

CHAPITRE V. — *La Cellule exécutive*

**Art. 18.** Il est créé une Cellule exécutive du Service Francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Cellule exécutive".

*Section 1<sup>re</sup>. — Missions et composition de la Cellule exécutive*

**Art. 19.** La Cellule exécutive est le lieu de coordination des profils métiers et des profils de formation. La Cellule exécutive est aussi un organe d'articulation avec d'autres dispositifs de l'Enseignement, en ce compris l'Enseignement de Promotion sociale et l'Enseignement spécialisé, de la Formation et du Consortium de validation des compétences.

La Cellule exécutive est chargée du bon fonctionnement du Service. Elle dispose du personnel nécessaire.

**Art. 20.** La Cellule exécutive se compose :

- d'un directeur exécutif;
- des experts méthodologistes;
- des membres des groupes projets sectoriels ou intersectoriels repris à l'article 26;
- d'un secrétariat.

**Art. 21.** Les missions de la Cellule exécutive sont les suivantes :

- 1° assurer le secrétariat de la Chambre des Métiers, de la Chambre Enseignement-Formation et de la Chambre de Concertation et d'Agrément;
- 2° rédiger le règlement d'ordre intérieur et le soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément. Ce règlement d'ordre intérieur doit notamment prévoir :
  - a) les règles concernant la convocation des Chambres des Métiers, de l'Enseignement-Formation et de Concertation et d'Agrément;
  - b) les règles relatives à l'inscription des points mis à l'ordre du jour des travaux de chacune des Chambres;
  - c) les règles relatives à l'alternance des fonctions de Président et de Vice-Président de la Chambre des Métiers, de la Chambre Enseignement-Formation et de la Chambre de Concertation et d'Agrément ainsi que les règles en cas d'absence ou d'empêchement du Président ou du Vice-Président;
  - d) les règles de quorum afin d'assurer le bon fonctionnement des trois chambres permanentes du S.F.M.Q. ainsi que les modalités de vote;
  - e) les règles de collaboration en vue d'information et d'harmonisation avec les organismes publics d'Enseignement, de Formation, de Validation de compétences et de Pilotage de l'Alternance.
- 3° mettre en œuvre la note d'orientation stratégique du S.F.M.Q. définissant le programme annuel de travail et les objectifs quantifiés et la soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément;
- 4° rédiger le rapport annuel du S.F.M.Q. et le soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément;
- 5° assurer la mission générale de gestion du S.F.M.Q.;
- 6° assurer la mission générale d'organisation des travaux des Chambres Métiers, Enseignement-Formation et de Concertation et d'Agrément ainsi que des Commissions de référentiels métiers et des Commissions de référentiels formation;
- 7° organiser les travaux des groupes projets sectoriels et intersectoriels;
- 8° établir la méthodologie d'élaboration des profils métier, des profils de formation ainsi que de leur agrément et la soumettre à l'approbation de la Chambre de Concertation et d'Agrément;
- 9° garantir le respect du profil métier dans sa déclinaison en profil de formation;
- 10° faire actualiser, en fonction des besoins, le profil métier et par voie de conséquence le profil de formation;
- 11° garantir l'articulation entre les profils métiers et les travaux du Consortium de validation des compétences;
- 12° assurer les missions de représentation et de promotion du présent accord;
- 13° remettre des avis sur l'adéquation des contenus de formation des programmes d'enseignement et des référentiels de formation avec les profils de formation :
  - a) à la Commission des programmes de l'Enseignement obligatoire ou à la Commission de concertation de l'Enseignement de Promotion sociale;
  - b) aux Gouvernements ou au Collège.

Le règlement d'ordre intérieur du Service, la note d'orientation stratégique du Service, le rapport annuel du Service, la méthodologie d'élaboration des profils métier, des profils de formation ainsi que de leur agrément, les profils métiers et profils de formation seront conformément à l'article 33 transmis aux parties contractantes de l'accord pour approbation.

#### Section 2. — Du directeur exécutif

**Art. 22.** Le directeur exécutif est choisi par les Gouvernements pour un mandat de cinq ans renouvelable sur base d'un appel aux candidats et d'un profil de fonction approuvés par les parties contractantes.

**Art. 23.** Le directeur exécutif est responsable devant la Chambre de Concertation et d'Agrément et devant les Gouvernements des actes de gestion journalière du Service et des missions dévolues à la Cellule exécutive telles que reprises à l'article 19.

**Art. 24.** Les groupes projets et le secrétariat relèvent de l'autorité du Directeur exécutif.

**Art. 25.** Afin de garantir l'articulation entre le profil de formation et les programmes d'enseignement de Promotion sociale, le Directeur exécutif travaille en collaboration avec la Commission de concertation de l'Enseignement de Promotion sociale. Le Directeur exécutif fait rapport à la Chambre de Concertation et d'Agrément à ce sujet.

**Art. 26.** Le Directeur exécutif travaille en collaboration avec l'IFAPME et le SFPME afin d'assurer la cohérence entre les profils de formation et les programmes de formation de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et Petites et Moyennes Entreprises/Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises. Il fait rapport à la Chambre de Concertation et d'Agrément à ce sujet.

**Art. 27.** Le Directeur exécutif travaille en collaboration avec les services compétents au sein de FOREm Formation et de Bruxelles Formation afin d'assurer la cohérence entre les profils de formation et les référentiels/programmes de formation du FOREm Formation et de Bruxelles Formation. Il fait rapport à la Chambre de Concertation et d'Agrément à ce sujet.

#### Section 3. — Des groupes projets

**Art. 28.** Chaque groupe projet sectoriel ou intersectoriel se compose :

- 1° d'un expert méthodologiste;
- 2° d'au minimum un chargé de mission de l'Enseignement de plein exercice ou de Promotion sociale;
- 3° d'au minimum un représentant de la Formation issu d'une Institution publique wallonne ou de la Commission communautaire française.

Chaque groupe projet est intégré dans les commissions de référentiel pilotées par l'expert méthodologiste.

**Art. 29.** Les missions des groupes projets sont :

- 1° apporter un soutien logistique et méthodologique à la Chambre des Métiers et aux Commissions de référentiels pour l'élaboration des profils métiers;
- 2° apporter un soutien logistique et méthodologique à la Chambre Enseignement-Formation et aux Commissions de référentiels pour l'élaboration des profils de formation;
- 3° garantir sur l'ensemble du processus le respect de la méthodologie d'élaboration des profils métiers et profils de formation.

Ces missions sont assurées sous la responsabilité du Directeur exécutif.

*Section 4. — De l'expert méthodologiste*

**Art. 30.** L'expert méthodologiste est responsable de la qualité des travaux réalisés au sein du groupe-projet auquel il appartient. Il est chargé de l'animation et de la gestion du groupe-projet.

**Art. 31.** L'expert méthodologiste attaché au groupe-projet est engagé par le S.F.M.Q. à l'issue d'une procédure de sélection définie par les Gouvernements et le Collège.

*CHAPITRE VI. — La Chambre de Concertation et d'Agrément*

**Art. 32.** Il est créé une Chambre de Concertation et d'Agrément du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ci-après dénommée la "Chambre de Concertation et d'Agrément".

*Section 1<sup>re</sup>. — De la Chambre de Concertation et d'Agrément*

**Art. 33.** La Chambre de Concertation et d'Agrément est un lieu de concertation et d'évocation où se rassemble l'ensemble des acteurs impliqués dans le dispositif, afin d'organiser les missions du dispositif, d'en garantir l'efficacité et de prendre les agréments qui s'imposent.

**Art. 34.** La Chambre de Concertation et d'Agrément se compose :

- 1° du Président et du Vice-Président de la Chambre des métiers;
- 2° du Président et du Vice-Président de la Chambre Enseignement-Formation;
- 3° du Directeur exécutif de la Cellule exécutive;
- 4° du Directeur de la cellule exécutive du Consortium de validation des compétences;
- 5° d'un représentant de chacune des parties à l'accord.

La Chambre de Concertation et d'Agrément peut solliciter l'expertise du méthodologiste du groupe projet chargé de l'élaboration des profils métiers et des profils formation au moment de l'examen de ces profils.

Les membres désignés au présent article, 1° et 2°, ont voix délibérative.

Les membres désignés au présent article, 3° à 5° ont voix consultative.

**Art. 35.** Les missions de la Chambre de Concertation et d'Agrément sont :

- 1° préciser les définitions opérationnelles nécessaires au fonctionnement cohérent du Service et de ses composantes;
- 2° évaluer et valider le règlement d'ordre intérieur du Service et de le transmettre aux parties à l'accord qui l'approuvent;
- 3° faire rédiger la note d'orientation stratégique par la cellule exécutive sur base des recommandations des Gouvernements et du Collège communiquées au plus tard au 1<sup>er</sup> septembre de l'année en cours, des propositions des Services publics de l'Emploi, des représentants sectoriels (Chambre des métiers), de l'Enseignement, en ce compris l'Enseignement de Promotion Sociale, et de la Formation, communiquées également au 1<sup>er</sup> septembre de l'année en cours. La note d'orientation stratégique est élaborée notamment en termes d'objectifs généraux et opérationnels, de liste des métiers qui seront traités annuellement au sein du S.F.M.Q., d'indicateurs de résultats et de financement et fixe le nombre de groupes-projets affectés à la cellule exécutive en fonction des tâches assignées;
- 4° soumettre à l'approbation des parties à l'accord la note d'orientation stratégique au plus tard le 30 septembre de l'année en cours;
- 5° transmettre la note d'orientation stratégique approuvée par les Gouvernements à la cellule exécutive chargée de sa mise en œuvre au plus tard le 15 octobre de l'année en cours;
- 6° évaluer et de valider la méthodologie d'élaboration des profils métiers, des profils de formation ainsi que la méthodologie d'agrément et, ensuite, de les transmettre aux parties à l'accord qui l'approuvent;
- 7° évaluer le fonctionnement des membres de la cellule exécutive et de faire rapport aux parties à l'accord;
- 8° évaluer et de valider le rapport annuel du S.F.M.Q. et de le transmettre, pour le 15 avril au plus tard, aux parties à l'accord qui l'approuvent;
- 9° agréer la correspondance des profils métiers au profils de formation sur base de l'avis de la Chambres des Métiers et de les transmettre aux parties à l'accord qui les approuvent.

*Section 2. — De la Présidence et de la Vice-Présidence de la Chambre de Concertation et d'Agrément*

**Art. 36.** La Présidence de la Chambre de Concertation et d'Agrément est assurée en alternance par le Président de la Chambre des métiers et par le Président de la Chambre Enseignement-Formation. Le mandat est d'un an.

*CHAPITRE VII. — De l'utilisation des profils*

**Art. 37.** Dans l'Enseignement obligatoire, les profils de formation issus des travaux du Service seront transmis au Gouvernement qui les soumettra à la sanction du Parlement conformément aux dispositions reprises à l'article 39 du Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'Enseignement fondamental et de l'Enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. Ces profils serviront également de base au répertoire des options groupées dans les Humanités professionnelles et techniques de l'enseignement de plein exercice.

**Art. 38.** Dans l'Enseignement de Promotion sociale, les profils de formation issus des travaux du Service seront transmis à l'Exécutif conformément aux dispositions reprises dans les articles 136 et suivants du Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de Promotion sociale et dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 2004 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'Enseignement de Promotion sociale.

**Art. 39.** Pour les opérateurs wallons de formation, le FOREm Formation et l'I.F.A.P.M.E., l'articulation ou la mise en correspondance aux profils produits par le S.F.M.Q. sera définie dans le Contrat de gestion de ces Organismes d'intérêt public selon les modalités fixées par les Gouvernements et le Collège.

**Art. 40.** Pour les opérateurs bruxellois de formation, le SFPME et Bruxelles formation, l'articulation ou la mise en correspondance aux profils produits par le S.F.M.Q. sera définie par arrêté du Collège de la Commission communautaire francophone.

#### CHAPITRE VIII. — *Financement*

**Art. 41.** Le budget annuel du S.F.M.Q., en ce compris les coûts de fonctionnement, sont fixés sur la base de la note d'orientation stratégique approuvée par les Gouvernements.

Le budget annuel est fixé d'un commun accord par les Gouvernements et le Collège.

**Art. 42.** Les coûts de fonctionnement du S.F.M.Q. sont répartis à concurrence de 45 % pour la Communauté française, 40 % pour la Région wallonne, 15 % pour la Commission communautaire française. La prise en charge des coûts de fonctionnement par les Gouvernements peut être réalisée par la mise à disposition de locaux, de personnel et de matériels.

**Art. 43.** Les Gouvernements et le Collège disposent de la possibilité de saisir la Chambre de concertation et d'agrément afin de solliciter un avis ou le lancement d'un groupe-projet chargé d'évaluer et de valider un dispositif particulier non repris dans la note d'orientation stratégique. Si la Chambre déclare la demande recevable et fondée conformément aux règles fixées dans le règlement d'ordre intérieur, l'intégralité des coûts de fonctionnement et des frais seront à charge de la partie demanderesse.

#### CHAPITRE IX. — *Disposition transitoire*

**Art. 44.** La Communauté française s'engage par le présent accord à supprimer l'actuelle Commission communautaire des Professions et des Qualifications dont les missions seront désormais exercées par le S.F.M.Q. qui succèdent, selon les modalités déterminées par les Gouvernements et le Collège aux droits et obligations de la Commission Communautaire des Professions et des Qualifications.

Bruxelles, le 27 mars 2009, en trois exemplaires originaux

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Jeunesse,  
M. TARABELLA

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président, chargé de la Fonction publique et de la Santé,  
B. CEREXHE

La Ministre, Membre du Collège, chargée de la Formation professionnelle,  
de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,  
Mme F. DUPUIS

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 30 avril 2009.

B. CEREXHE,

Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de la Fonction publique et de la Santé

Ch. PICQUE,

Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Cohésion sociale

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme

Mme F. DUPUIS,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire

E. KIR,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1927

[C — 2009/31280]

**30 APRIL 2009. — Decreet houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de « Service francophone des Métiers et des Qualifications »**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en Wij, College, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** Goedkeuring wordt gegeven aan het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2007, tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de Service francophone des Métiers et des Qualifications.

**Art. 2.** Dit samenwerkingsakkoord wordt bijgevoegd bij onderhavig decreet.

**Samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de Service francophone des Métiers et des Qualifications, in het kort : « S.F.M.Q. »**

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 et 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 92bis, § 1, ingevoegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende bovendien het Contract voor de School zoals het werd goedgekeurd door de Franse Gemeenschapsregering van 31 mei 2005 en meer bepaald zijn prioriteit 4 "Een beroep kiezen en leren op school";

Overwegende daarenboven het Transversaal Strategisch Plan II "Kennis en kunde ontwikkelen in Wallonië", en meer bepaald zijn impuls 7 "Een beroepsmatige benadering valoriseren : vormingen gekoppeld aan de arbeidsmarkt";

Overwegende de dynamiek op gang gebracht door de Lissabonstrategie voor de groei en de werkgelegenheid zoals aangenomen door de Raad van Europa in maart 2005;

Overwegende de tenuitvoerbrenging van het Europees Kwalificatiekader (EKK) en de tenuitvoerbrenging van het European Credit system voor beroepsonderwijs en -opleiding (ECVET) dat eruit voortvloeit;

Overwegende de noodzaak om de banden te versterken tussen de wereld van de arbeid en de beroeps van de Vorming en het Kwalificerend Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie;

Overwegende dat het beroep de referentie moet blijven om de leerling en de cursist een zo volledig mogelijk kwalificerend studie- en opleidingsprogramma te bieden;

Overwegende de wil om het Kwalificerend Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, de Vorming en Het consortium Validatie Vaardigheden met een gezamenlijke taal en gezamenlijke referenties uit te rusten;

Overwegende dat het fundamenteel is het levenslang leren voor de burger te vergemakkelijken door een grotere leesbaarheid en samenhang in het opleidingsparkoers te garanderen, zowel in Franstalig België als in Europa;

Overwegende dat de actoren uit het Kwalificeren Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, de Opleidingsoperatoren en het Consortium Validatie Vaardigheden het in rekening nemen van de verworvenheden van de cursist zullen kunnen garanderen en hem de mogelijkheid kunnen bieden zijn opleidingsparkoers zonder onderbreking voort te zetten, zowel in Franstalig België als in Europa;

Overwegende dat die gezamenlijke referenties het de actoren uit het Kwalificerend Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, van de Vorming en van het Consortium Validatie Vaardigheden mogelijk zullen maken onderwijs- en opleidingsprogramma's te ontwikkelen evenals aan hun opdrachten, structuren en eigen middelen aangepaste referentiesystemen voor de validatie van vaardigheden;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, Dhr. Rudy Demotte, in de persoon van haar Minister van Leerplichtonderwijs, de heer Christian Dupont en in de persoon van haar Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie, de heer Marc Tarabella;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en in de persoon van haar Minister van Vorming, de heer Marc Tarabella;

en

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van zijn Minister-Voorzitter, belast met Openbaar Ambt en Gezondheid, de heer Benoît Cerexhe en in de persoon van zijn Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer, Mevr. Françoise Dupuis;



hieronder deelgenoten in het akkoord genoemd, zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definitie en toepassingsgebied*

**Art. 3.** De actoren uit het Kwalificerend Onderwijs, het Onderwijs voor Sociale Promotie, de Kwalificerende Vorming en het Consortium Validatie Vaardigheden gebruiken een gemeenschappelijke taal waarvan de fundamentele begrippen die hun activiteiten bepalen, als volgt worden omschreven :

- 1° "Vak" : een samenhangend geheel van beroepsactiviteiten die gerealiseerd worden door een persoon in het kader van een productief proces;
  - 2° "Vakprofiel" : het vakprofiel is samengesteld uit een vak-referentielijst en een vaardigheden-referentielijst;
  - 3° "Vak-referentielijst" : de definitie van de titel van het beroep en van zijn gelijkbetekenende benamingen, van de plaats van het beroep tegenover aanverwante beroepen en de declinatie van hun functies en uitoefeningsvoorwaarden;
  - 4° "Vaardigheden-referentielijst" : de referentielijst die de aanleg omvat van een georganiseerd geheel van kennis, van know-how en attitudes die het mogelijk maakt een zeker aantal taken te vervullen;
  - 5° "Vormingsprofiel" : het profiel samengesteld uit eenheden leerresultaten gepaard met de vak-sleutelactiviteiten en dat eveneens is samengesteld uit een evaluatieprofiel, een tijdelijke beoordelingsindex en een uitrustingsprofiel;
  - 6° "Leerresultaten" : de uiteenzetting van hetgeen de cursist weet, begrijpt en in staat is te realiseren aan het einde van een leerproces;
  - 7° "Eenheid leerresultaat" : het samenhangend geheel van leerresultaten dat geëvalueerd of gevalideerd kan worden;
  - 8° "Sleutelactiviteiten" : de noodzakelijke activiteiten voor het vervullen van de opdrachten die de werknemer in het kader van zijn functie worden toevertrouwd;
  - 9° "Evaluatieprofiel" : het profiel dat de vereiste minimumbeheersingsdrempels met het oog op de afgifte van een bekwaamheidsattest of om dienst te doen als referentie bij het uitwerken van certificerende proeven voor het onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie;
  - 10° "Tijdelijke beoordelingsindex" : de index die voor elke sleutelactiviteit de optimale duur bepaalt voor het verwerven van de vaardigheidseenheden die ermee geassocieerd zijn. Hij kan variëren van de ene operator tot de andere. Hij wordt volgens de gevallen uitgedrukt in perioden, uren, maanden, jaren, fasen of graden;
  - 11° "Uitrustingsprofiel" : het profiel dat de uitrusting en de infrastructuur bepaalt die toereikend zijn voor de tenuitvoerbrenging van het vormingsprofiel in een perspectief van vorming en opleiding. De uitrusting kan ondergebracht zijn hetzij in de school, hetzij bij een partner en, met name, in een Vaardigheidscentrum, een Referentiecentrum, een Centrum voor Geavanceerde Technologie, een onderneming;
  - 12° "Bekwaamheidsattest" : het document dat de beheersing van de aan een activiteit van het beroep verbonden vaardigheidseenheden erkent;
  - 13° "Onderwijsprogramma" : het document dat een geheel van activiteiten herneemt, van inhouden van opleidingen en methodologische oriëntaties die aangewend zijn om de pedagogische doelstellingen te realiseren die bepaald zijn in termen van verwerving van kennis, bekwaamheid, capaciteit of vaardigheid.
- Voor het Onderwijs voor Sociale Promotie doet het pedagogisch dossier van de afdeling dienst als opleidingsprogramma. Dit dossier herneemt met name de finaliteiten, de inhoud, de aanbevelingen inzake de modaliteiten voor de kapitalisatie van de getuigschriften tot staving van het slagen in de constituerende vormingseenheden.
- 14° "Vormings-referentielijst" : het document dat een geheel van activiteiten herneemt, van inhouden van opleidingen en/of methoden die aangewend zijn om de pedagogische doelstellingen te realiseren die bepaald zijn in termen van verwerving van kennis, bekwaamheid of vaardigheid. De activiteiten, inhouden en methoden worden ontplooid in een logische orde en over een welbepaalde periode. De vormings-referentielijsten moeten steunen op de vormingsprofielen.

De vormings-referentielijsten van de vormingen door scholing van het Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et Petites et Moyennes Entreprises en van de Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises verwijzen naar de sleutelactiviteiten die vermeld staan in het vormingsprofiel.

HOOFDSTUK II. — *De Service francophone des Métiers et des Qualifications*

**Art. 4.** De Regeringen richten een Service francophone des Métiers et des Qualifications op, belast met het organiseren van de Vakprofielen en de Vormingsprofielen, hierna de « Dienst » genoemd. Deze beschikt over, ten minste :

- 1° zes personen belast met de Onderwijs-opdracht, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie;
- 2° vier experts-methodologen;
- 3° twee vertegenwoordigers van de Vorming afkomstig uit de Waalse openbare instellingen of uit de Cocof.

De vertegenwoordigers uit het Onderwijs, het Onderwijs voor Sociale Promotie en de Vorming binnen de projectgroepen worden aangesteld door de instanties waaronder zij ressorteren, overeenkomstig de bepalingen die hun statuut regelen. De Algemene Overlegraad van het Onderwijs en de Overlegcommissie van het Onderwijs voor Sociale Promotie zorgen ervoor dat het karakterologisch evenwicht binnen de vertegenwoordiging van het Onderwijs gegarandeerd is.

**Art. 5.** De Dienst zal de vorm aannemen van een dienst met afzonderlijk beheer (zonder rechtspersoonlijkheid) gelegen bij de Franse Gemeenschap met de mogelijkheid van ontvangsten afkomstig van een ander machtsniveau. Zijn centrale zetel is in Brussel gelegen.

**Art. 6.** De Dienst is samengesteld uit een uitvoerende cel en drie vaste kamers : een *Chambre des Métiers*, een *Chambre Enseignement – Formation* en een *Chambre de Concertation et d’Agrément*.

**Art. 7.** De uitvoerende cel verenigt, met het akkoord van de *Chambre des Métiers* en de *Chambre Enseignement – Formation*, de Commissies ad hoc referentielijsten belast met het opmaken van de vakprofielen of de opleidingsprofielen.

**Art. 8.** Elke partij in het akkoord duidt een commissaris aan opdat die zijn opdracht zou uitoefenen inzake informatie en controle van de wettelijkheid en van het algemeen belang binnen de Dienst.

### HOOFDSTUK III. — *De Chambre des Métiers*

**Art. 9.** Er wordt een *Chambre des Métiers du Service francophone des Métiers et des Qualifications* opgericht, hierna de “*Chambre des Métiers*” genoemd.

#### *Afdeling 1. — Opdrachten en samenstelling van de Chambre des Métiers*

**Art. 10.** De *Chambre des Métiers* is samengesteld uit :

- 1° acht effectieve leden en evenveel plaatsvervangers die de representatieve organisaties van de werknemers vertegenwoordigen;
- 2° acht effectieve leden en evenveel plaatsvervangers die de representatieve organisaties van de werkgevers vertegenwoordigen;
- 3° twee effectieve leden en twee plaatsvervangers die de openbare tewerkstellingsdiensten vertegenwoordigen.

De vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers en van de werkgevers bedoeld in 1° en 2° zijn stemgerechtigd.

Onder die leden zijn minstens leden afkomstig uit de Brusselse representatieve organisaties van de werknemers en minstens twee leden zijn afkomstig uit de Brusselse Representatieve organisaties van de werkgevers.

De leden bedoeld in 1° en 2° die de representatieve organisaties van de werknemers en van de werkgevers vertegenwoordigen worden door de Regeringen benoemd op een dubbele lijst van kandidaten die door hun organisaties wordt voorgesteld.

De leden bedoeld in 3° die de openbare tewerkstellingsdiensten vertegenwoordigen zijn stemgerechtigd. Zij worden door de Regeringen en het College benoemd op voorstel van hun opdrachtgever.

**Art. 11.** De *Chambre des Métiers* is belast met het opmaken en het actualiseren van de vakprofielen en de boomstructuur van de beroepen.

De opdrachten van de *Chambre des Métiers* zijn :

- 1° de lijst opmaken van de beroepen die het voorwerp zal zijn van de werkzaamheden van de *Chambre des Métiers* en de *Chambre Enseignement – Formation*, op basis van de voorstellen die uitgaan van de aanbevelingen van de Ministers van Vorming, Onderwijs en Tewerkstelling, van de voorstellen van de openbare tewerkstellingsdiensten, van de sectorale vertegenwoordigers, van het Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, van de Vorming en van de *Chambre Enseignement – Formation*. Deze aanbevelingen zullen daarnaast rekening houden met : de situatie op de arbeidsmarkt, de zogenaamde « nieuwe » beroepen, het volume van de bij de ingerichte opleidingen betrokken personen.
- 2° de lijst van de beroepen aan de partijen in het akkoord mededelen door ze op te nemen in de strategische oriëntatienota.
- 3° vakprofielen actualiseren en opmaken met inachtneming van het door de *Chambre de Concertation et d’Agrément* goedgekeurd methodologisch kader.
- 4° een wacht organiseren op de federale bepalingen inzake toegang tot het beroep en de Regeringen erover informeren.

#### *Afdeling 2. — Het voorzitterschap van de Chambre des Métiers*

**Art. 12.** De *Chambre des Métiers* duidt, onder haar leden, een Voorzitter en een Ondervoorzitter aan. Het Voorzitterschap wordt beurtelings verzekerd door een vertegenwoordiger van de representatieve organisaties van de werknemers, de eerste helft van het mandaat, en door een vertegenwoordiger van de representatieve organisaties van de werkgevers, de tweede helft van het mandaat. Het mandaat van de Voorzitter en van de Ondervoorzitter duurt vijf jaar.

**Art. 13.** Naast het voorzitterschap zijn de Voorzitter en de Ondervoorzitter belast, in overleg met de Uitvoerend Directeur van de uitvoerende cel, met het aanduiden van de vertegenwoordiger(s) van de sectoren, op voorstel van de organisaties, die betrokken zijn bij de uitwerking van het vakprofiel.

Die vertegenwoordigers zullen de commissies voor vak-referentielijsten samenstellen die belast zijn met het uitwerken van het vakprofiel in samenwerking met de projectgroepen van de uitvoerende cel.

HOOFDSTUK IV. — *De Chambre Enseignement-Formation*

**Art. 14.** Er wordt een *Chambre Enseignement-Formation du Service francophone des Métiers et des Qualifications* opgericht, hierna de "*Chambre Enseignement-Formation*" genoemd.

*Afdeling 1. — Opdrachten en samenstelling van de Chambre Enseignement-Formation*

**Art. 15.** De *Chambre Enseignement-Formation* is samengesteld uit :

- 1° twee vertegenwoordigers van elk overlegcomité van de Algemene Coördinatieraad van het secundair onderwijs;
- 2° een vertegenwoordiger van het Algemeen Bestuur van het Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek;
- 3° een vertegenwoordiger van de Stuurcommissie;
- 4° drie vertegenwoordigers van van de Overlegcommissie van het Onderwijs voor Sociale Promotie waarvan een vertegenwoordiger van het niet-confessioneel vrij onderwijs;
- 5° twee vertegenwoordigers van de Algemene Raad van het gespecialiseerd onderwijs (een per karakter);
- 6° twee vertegenwoordigers van het I.F.A.P.M.E.;
- 7° een vertegenwoordiger van de S.F.P.M.E.;
- 8° twee vertegenwoordigers van FOREm, vertegenwoordigd door zijn eenheid FOREm Formation;
- 9° een vertegenwoordiger van het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, hierna Bruxelles Formation genoemd;
- 10° een vertegenwoordiger van de sector van de prekwalificatie vertegenwoordigd door de Interfédération des entreprises de formation par le travail of de instellingen voor socioprofessionele inschakeling;
- 11° een vertegenwoordiger van de door de Franse Gemeenschapscommissie erkende instellingen voor socioprofessionele inschakeling vertegenwoordigd door de Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle.

De in de 1°, 4° tot 11° bedoelde leden zijn stemgerechtigd; de in 2° en 3° bedoelde leden hebben raadgevende stem. Die leden, evenals hun plaatsvervangers, worden gezamenlijk benoemd door de Regeringen en het College, op voorstel van hun instanties. Elke van die instanties kan, op eigen initiatief, de partijen in het akkoord de vervanging voorstellen van een lid dat zij oorspronkelijk heeft voorgesteld. Dit lid wordt hiervan behoorlijk op de hoogte gebracht. In afwachting van de beslissing van de partijen in het akkoord zetelt de plaatsvervanger van dit lid van rechtswege in de *Chambre Enseignement – Formation*.

De opdrachten van de *Chambre Enseignement-Formation* zijn :

- 1° vormingsprofielen actualiseren en opmaken met inachtneming van het door de *Chambre de Concertation et d'Agrément* goedgekeurd methodologisch kader.
- 2° de *Chambre des Métiers* een lijst van beroepen voorstellen die het voorwerp van haar werkzaamheden zouden kunnen zijn.

*Afdeling 2. — Het Voorzitterschap en het Ondervoorzitterschap van de Chambre Enseignement-Formation*

**Art. 16.** De *Chambre Enseignement – Formation* duidt, onder haar leden, een Voorzitter en een Ondervoorzitter aan. Het Voorzitterschap en het Ondervoorzitterschap worden beurtelings verzekerd door een vertegenwoordiger van het Onderwijs bedoeld in de punten 1°, 4° en 5° van artikel 13, de eerste helft van het mandaat, en door een vertegenwoordiger van de Vorming bedoeld in de punten 6° tot 9° van artikel 13, de tweede helft van het mandaat. Het mandaat van de Voorzitter en van de Ondervoorzitter duurt vijf jaar.

**Art. 17.** Naast de aan het voorzitterschap verbonden opdrachten, zijn de Voorzitter en de Ondervoorzitter belast, in overleg met de Uitvoerend Directeur van de uitvoerende cel, met het aanduiden van de vertegenwoordigers van het Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, en van de Vorming, die betrokken zijn bij de uitwerking van het vakprofiel.

Die vertegenwoordigers zullen de commissies voor vormings-referentielijsten samenstellen die belast zijn met het uitwerken van het vormingsprofiel in samenwerking met de projectgroepen van de uitvoerende cel.

HOOFDSTUK V. — *De uitvoerende cel*

**Art. 18.** Er wordt een uitvoerende cel van de *Service francophone des Métiers et des Qualifications* opgericht, hierna de "*uitvoerende cel*" genoemd.

*Afdeling 1. — Opdrachten en samenstelling van de uitvoerende cel*

**Art. 19.** De uitvoerende cel is de coördinatieplaats van de vak- en de vormingsprofielen. De uitvoerende cel is ook een scharnierorgaan met andere voorzieningen van het Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie en het gespecialiseerd onderwijs, van de Vorming en van het Consortium Validatie Vaardigheden.

De uitvoerende cel is belast met de goede werking van de Dienst. Zij beschikt over het nodige personeel.

**Art. 20.** De uitvoerende cel is samengesteld uit :

- een uitvoerend directeur;
- experts-methodologen;
- de leden van de sectorale of intersectorale projectgroepen hernomen in artikel 26;
- een secretariaat.

**Art. 21.** De opdrachten van de uitvoerende cel zijn de volgende :

- 1° het secretariaat verzekeren van de *Chambre des Métiers*, de *Chambre Enseignement-Formation* en van de *Chambre de Concertation et d'Agrément*;

- 2° opstellen van het huishoudelijk reglement en dit ter goedkeuring voorleggen aan de Chambre de Concertation et d'Agrément. Dit huishoudelijk reglement moet met name voorzien in :
  - a) de regels betreffende het bijeenroepen van de Chambre des Métiers, de Chambre Enseignement-Formation en de Chambre de Concertation et d'Agrément;
  - b) de inschrijving van de punten op de agenda van de werkzaamheden van elke kamer;
  - c) de regels betreffende de beurtwisseling van de functies van Voorzitter en van Ondervoorzitter van de Chambre des Métiers, van de Chambre Enseignement-Formation en van de Chambre de Concertation et d'Agrément evenals de regels bij afwezigheid of verhindering van de Voorzitter of de Ondervoorzitter;
  - d) de quorum-regels om de goede werking van de drie vaste kamers van de S.F.M.Q. te verzekeren evenals de stemmodaliteiten;
  - e) de samenwerkingsregels met het oog op de informatie en harmonisering met de openbare instellingen voor Onderwijs, Vorming, Validatie van de vaardigheden en Sturing van de Beurtwisseling;
- 3° de strategische oriëntatienota van de S.F.M.Q. en uitvoer brengen, waarin het jaarlijks programma en de in cijfers vertaalde doelstellingen omschreven zijn en die ter goedkeuring voorleggen aan de Chambre de Concertation et d'Agrément;
- 4° het jaarverslag van de S.F.M.Q. Opstellen en het ter goedkeuring voorleggen aan de Chambre de Concertation et d'Agrément;
- 5° de algemene beheersopdracht van de S.F.M.Q. verzekeren;
- 6° de algemene opdracht van organisatie van de werkzaamheden van de Chambre Métiers, de Chambre Enseignement-Formation en de Chambre Concertation et d'Agrément verzekeren, evenals van de Commissies van de vak-referentielijsten en van de Commissies van de vormings-referentielijsten;
- 7° de werkzaamheden van de sectorale en intersectorale projectgroepen organiseren;
- 8° de methodologie bepalen voor het uitwerken van de vakprofielen, van de opleidingsprofielen evenals van hun erkenning en die ter goedkeuring voorleggen aan de Chambre de Concertation et d'Agrément;
- 9° de naleving van het vakprofiel garanderen in zijn ombuiging tot vormingsprofiel;
- 10° het vakprofiel, en bijgevolg het vormingsprofiel laten actualiseren in functie van de behoeften;
- 11° de koppeling garanderen tussen de vakprofielen en de werkzaamheden van het Consortium Validatie Vaardigheden;
- 12° de opdrachten inzake representatie en promotie van onderhavig akkoord verzekeren;
- 13° adviezen uitbrengen aangaande de verhouding tussen de vormingsinhouden van de onderwijsprogramma's en de vormingsreferentielijsten met de vormingsprofielen :
  - a) bij de Commissie van de programma's van het Leerplichtonderwijs of bij de Overlegcommissie van het Onderwijs voor Sociale Promotie;
  - b) bij de Regeringen of bij het College.

Het huishoudelijk reglement van de Dienst, de strategische oriëntatienota van de Dienst, het jaarverslag van de Dienst, de methodologie voor de uitwerking van de vakprofielen en van de vormingsprofielen evenals hun erkenning, de vakprofielen en de vormingsprofielen zullen, overeenkomstig artikel 33, voor goedkeuring worden overgemaakt aan de contracterende partijen van het akkoord.

#### *Afdeling 2. — De Uitvoerend Directeur*

**Art. 22.** De Uitvoerend Directeur wordt door de Regering gekozen voor een hernieuwbaar mandaat van vijf jaar op basis van een oproep tot kandidaten en van een door de contracterende partijen goedgekeurd functieprofiel.

**Art. 23.** De Uitvoerend Directeur is verantwoordelijk tegenover de Chambre de Concertation et d'Agrément en tegenover de Regeringen voor de handelingen van dagelijks beheer van de Dienst en voor de aan de uitvoerende cel toegewezen opdrachten zoals hernomen in artikel 19.

**Art. 24.** De projectgroepen en het secretariaat vallen onder de bevoegdheid van de Uitvoerend Directeur.

**Art. 25.** Om de koppeling tussen het vormingsprofiel en de onderwijsprogramma's voor sociale promotie te garanderen, werkt de Uitvoerend Directeur samen met de Overlegcommissie van het Onderwijs voor Sociale Promotie. De Uitvoerend Directeur brengt hierover verslag uit bij de Chambre de Concertation et d'Agrément.

**Art. 26.** De Uitvoerend Directeur werkt samen met het IFAPME en de SFPME om de samenhang te verzekeren tussen de vormingsprofielen en de vormingsprogramma's van het Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et Petites et Moyennes Entreprises/Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises. Hij brengt hierover verslag uit bij de Chambre de Concertation et d'Agrément.

**Art. 27.** De Uitvoerend Directeur werkt samen met de bevoegde diensten binnen FOREm Formation en Bruxelles Formation om de samenhang te verzekeren tussen de vormingsprofielen en de vormingsreferentielijsten/programma's van FOREm Formation en van Bruxelles Formation. Hij brengt hierover verslag uit bij de Chambre de Concertation et d'Agrément.

#### *Afdeling 3. — De projectgroepen*

**Art. 28.** Elke sectorale of intersectorale projectgroep is samengesteld uit :

- 1° een expert-methodologist;
- 2° minimum één opdrachthouder uit het Voltijds Onderwijs of het Onderwijs voor Sociale Promotie;
- 3° minimum één vertegenwoordiger van de Vorming afkomstig uit een Waalse openbare instelling of uit de Franse Gemeenschapscommissie.

Elke projectgroep is geïntegreerd in de referentielijst-commissies gestuurd door de expert-methodologist.

**Art. 29.** De opdrachten van de projectgroepen zijn :

- 1° logistieke en methodologische steun geven aan de Chambre des Métiers en aan de referentielijst-commissies voor de uitwerking van de vakprofielen;

- 2° logistieke en methodologische steun geven aan de Chambre Enseignement-Formation en aan de referentielijst-commissies voor de uitwerking van de vormingsprofielen;
- 3° over het volledig proces de naleving van de methodologie voor de uitwerking van de vakprofielen en van de vormingsprofielen garanderen.

Deze opdrachten worden verzekerd onder de verantwoordelijkheid van de Uitvoerend Directeur.

*Afdeling 4. — De expert-methodologist*

**Art. 30.** De expert-methodologist is verantwoordelijk voor de kwaliteit van de werkzaamheden binnen de projectgroep waarvan hij deel uitmaakt. Hij is belast met de animatie en het beheer van de projectgroep.

**Art. 31.** De aan de projectgroep verbonden expert-methodologist wordt door de S.F.M.Q. in dienst genomen na een door de Regeringen en het College vastgelegde selectieprocedure.

HOOFDSTUK VI. — *De Chambre de Concertation et d'Agrément*

**Art. 32.** Er wordt een Chambre de Concertation et d'Agrément du Service francophone des Métiers et des Qualifications opgericht, hierna de "Chambre de Concertation et d'Agrément" genoemd.

*Afdeling 1. — De Chambre de Concertation et d'Agrément*

**Art. 33.** De Chambre de Concertation et d'Agrément is een overleg- en evocatieplaats waar het geheel van de in de voorziening betrokken actoren samenkomen om de opdrachten van de voorziening te organiseren, om de doeltreffendheid ervan te verzekeren en om de erkenningen te nemen die zich opdringen.

**Art. 34.** De Chambre de Concertation et d'Agrément is samengesteld uit :

- 1° de Voorzitter en de Ondervoorzitter van de Chambre des métiers;
- 2° de Voorzitter en de Ondervoorzitter van de Chambre Enseignement-Formation;
- 3° de Uitvoerend Directeur van de uitvoerende cel;
- 4° de Directeur van de uitvoerende cel van het Consortium Validatie Vaardigheden;
- 5° een vertegenwoordiger van elke partij in het akkoord.

De Chambre de Concertation et d'Agrément kan een beroep doen op de expertise van de methodologist van de projectgroep belast met het uitwerken van de vakprofielen en van de vormingsprofielen op het ogenblik van het onderzoek van die profielen.

De in onderhavig artikel, 1° en 2°, aangeduide leden hebben stemrecht.

De in onderhavig artikel, 3° tot 5°, aangeduide leden hebben raadgevende stem.

**Art. 35.** De opdrachten van de Chambre de Concertation et d'Agrément zijn :

- 1° de operationele definities preciseren die nodig zijn voor de coherente werking van de Dienst en zijn onderdelen;
- 2° het huishoudelijk reglement van de Dienst evalueren en valideren en het overmaken aan de partijen in het akkoord die het goedkeuren;
- 3° de strategische oriëntatienota doen opstellen door de uitvoerende cel op basis van de aanbevelingen van de Regeringen en van het College die uiterlijk op 1 september van het lopend jaar worden medegedeeld, van de voorstellen van de openbare tewerkstellingsdiensten, van de sectorale vertegenwoordigers (Chambre des métiers), van het Onderwijs, met inbegrip van het Onderwijs voor Sociale Promotie, en van de Vorming, eveneens medegedeeld op 1 september van het lopend jaar. De strategische oriëntatienota wordt met name uitgewerkt in termen van algemene en operationele doelstellingen, van lijsten van beroepen die jaarlijks binnen de S.F.M.Q. Behandeld zullen worden e van resultaat- en financieringsindicatoren en bepaalt het aantal projectgroepen die aan de uitvoerende cel toegewezen worden in functie van de toevertrouwde taken;
- 4° de strategische oriëntatienota uiterlijk op 30 september van het lopend jaar ter goedkeuring aan de partijen in het akkoord voorleggen;
- 5° de door de Regeringen goedgekeurde strategische oriëntatienota uiterlijk op 15 oktober van het lopend jaar aan de uitvoerende cel overmaken die belast is met de tenuitvoerbrenging ervan;
- 6° de methodologie voor de uitwerking van de vakprofielen, de vormingsprofielen en de erkenningsmethodologie evalueren en valideren en ze vervolgens aan de partijen in het akkoord overmaken die ze goedkeuren;
- 7° de werking van de leden van de uitvoerende cel evalueren en hierover verslag uitbrengen bij de partijen in het akkoord;
- 8° het jaarverslag van de S.F.M.Q. evalueren en valideren en het, uiterlijk op 15 april, overmaken aan de partijen in het akkoord die het goedkeuren;
- 9° de overeenstemming van de vakprofielen met de vormingsprofielen erkennen op basis van het advies van de Chambre des métiers en ze overmaken in de partijen in het akkoord die ze goedkeuren.

*Afdeling 2. — Het Voorzitterschap en het Ondervoorzitterschap van de Chambre de Concertation et d'Agrément*

**Art. 36.** Het Voorzitterschap van de Chambre de Concertation et d'Agrément wordt beurtelings verzekerd door de Voorzitter van de Chambre des métiers en door de Voorzitter van de Chambre Enseignement-Formation. Het mandaat duurt een jaar.

HOOFDSTUK VII. — *Het gebruik van de profielen*

**Art. 37.** In het verplicht onderwijs zullen de vormingsprofielen die voortkomen uit de werkzaamheden van de Dienst overgemaakt worden aan de Regering die ze aan de goedkeuring van het Parlement zal voorleggen overeenkomstig de bepalingen hernomen in artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maakt ze uit te voeren. Deze profielen zullen eveneens dienst doen als basis voor het repertorium van de gegroepeerde opties in de voltijdse beroeps- en technische humaniora.

**Art. 38.** In het Onderwijs voor Sociale Promotie zullen de vormingsprofielen die voortkomen uit de werkzaamheden van de Dienst overgemaakt worden aan de Executieve overeenkomstig de bepalingen hernomen in de artikelen 136 en volgende van het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het Onderwijs voor Sociale Promotie en in het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 9 juli 2004 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het Onderwijs voor Sociale Promotie.

**Art. 39.** Voor de Waalse vormingsoperatoren, FOREm Formation en het I.F.A.P.M.E., zal de scharniering of het in overeenstemming brengen met de door de S.F.M.Q. voortgebrachte profielen bepaald worden in het beheerscontract van die Instellingen van Openbaar Nut, volgens de door de Regeringen en het College vastgelegde modaliteiten.

**Art. 40.** Voor de Brusselse vormingsoperatoren, de S.F.P.M.E. en Bruxelles Formation, zal de scharniering of het in overeenstemming brengen met de door de S.F.M.Q. voortgebrachte profielen bepaald worden bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Financiering*

**Art. 41.** Het jaarbudget van de S.F.M.Q., met inbegrip van de werkingskosten, wordt bepaald op basis van de door de Regeringen goedgekeurde strategische oriëntatienota.

Het jaarbudget wordt in een gezamenlijk akkoord vastgelegd door de Regeringen en het College.

**Art. 42.** De werkingskosten van de S.F.M.Q. worden verdeeld a rato van 45 % voor de Franse Gemeenschap, 40 % voor het Waalse Gewest en 15 % voor de Franse Gemeenschapscommissie. Het op zich nemen van de werkingskosten door de Regeringen kan gebeuren door het ter beschikking stellen van lokalen, personeel en materiaal.

**Art. 43.** De Regeringen en het College beschikken over de mogelijkheid om de Chambre de Concertation et d'Agrément te adiëren om een advies te vragen of de lancering van een projectgroep die belast is met het evalueren en valideren van een bijzondere voorziening die niet hernomen staat in de strategische oriëntatienota. Wanneer de Chambre de aanvraag ontvankelijk en gegrond verklaart overeenkomstig de in het huishoudelijk reglement bepaalde regels, zal de totaliteit van de werkings- en andere kosten ten laste vallen van de vragende partij.

#### HOOFDSTUK IX. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 44.** De Franse Gemeenschapscommissie verbindt er zich door onderhavig akkoord door de huidige Commission communautaire des Professions et de Qualifications op te heffen, wiens opdrachten voortaan zullen uitgevoerd worden door de S.F.M.Q. die, volgens de door de Regeringen en het College bepaalde modaliteiten de rechten en plichten overnemen van de Commission communautaire des Professions et des Qualifications.

Brussel, 27 maart 2009, in drie originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van het Onderwijs voor Sociale Promotie en Jeugd,  
M. TARABELLA

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-Voorzitter, belast met het Openbaar Ambt en Gezondheid,  
B. CEREXHE

De Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer,  
F. DUPUIS

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 30 april 2009.

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met het Openbaar Ambt en Gezondheid

Ch. PICQUE,

lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Sociale Cohesie,

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme,

Mevr. F. DUPUIS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer,

E. KIR,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Sociale Acties, Gezinnen en Sport